BIO

Investing
in a Sustainable Future

Rapport annuel 2019

Nous sommes BIO. Nous sommes des **investisseurs d'impact** socialement responsables, mus par la volonté de créer une **prospérité à la fois économique et sociale** dans les pays en voie de développement ou émergents. Nous estimons que tous les habitants de la planète doivent pouvoir disposer de moyens d'existence viables. Pour les y aider, nous **investissons** dans des entreprises, des institutions financières et des fonds en Afrique, en Amérique latine et en Asie; notre objectif est de permettre à ces acteurs de survivre, de prospérer et de créer du bien-être économique au sein de leur communauté.

L'investissement d'impact est la façon qu'a BIO de soutenir les Objectifs de développement durable **(ODD) des Nations unies, et de contribuer activement à leur concrétisation**. BIO n'opère pas seule: elle conclut des **partenariats** solides avec les entreprises que compte son portefeuille, de même qu'avec d'autres parties prenantes encore. Tous ces intervenants cherchent à améliorer la vie des personnes et en particulier, des plus pauvres.

BIO
Investing
in a Sustainable Future

Les responsables des sociétés qui composent notre portefeuille **mènent une quête**. En notre qualité d'investisseurs, nous sommes déterminés à les aider à saisir les **opportunités** qui s'offrent à eux, et à maîtriser les **risques** auxquels ils sont confrontés. Nous regardons au-delà des évidences. Loin de nous contenter de solutions de facilité, nous sommes **curieux** de tout et **ouverts d'esprit**; nous pouvons consacrer des semaines, des mois, voire des années, à explorer et à développer des solutions innovantes, qui aideront nos clients à atteindre leurs objectifs et à relever les défis auxquels ils sont confrontés. En compagnie de nos clients, nous cherchons à **permettre à tous de disposer de moyens de subsistance décents**.

Sommaire

Faits saillants en 2019 2

explorateurs 5

Nous sommes désormais tous dans le même bateau 6
Risques et avantages de la numérisation 8
L'investissement le plus rentable: l'investissement dans le savoir 10
Exercer une influence 12
Restons en contact 14
Mosaïque de données 16

partenaires 19

Quand les femmes vont mieux, l'économie va mieux 22
L'énergie à l'intérieur 24
Au-delà du lavage des mains 26
L'union fait la force 28
Mosaïque de photos 30
Mosaïque de données 32

entrepreneurs 35

Les dilemmes sur les marchés frontières 36
Aller hardiment là où personne n'est jamais allé 38
En quête de croissance 40
Un corps sain 42
Abondance de défis 44
Mosaïque de données 46

surveillance 49

Bilan et compte de résultat 52
Cap sur les Objectifs de développement durable 54

Faits saillants en 2019

Investing in a sustainable future («investir dans un avenir durable»), sa nouvelle baseline, exprime la volonté qu'a BIO d'aider le monde entier à disposer de moyens d'existence viables.

8 prêts remboursés par les clients

L'équipe des Opérations spéciales de BIO accompagne de très près les clients en difficulté.

Injection de capital de € 65 millions par l'Etat belge dont € 25 millions pour la lutte contre le changement climatique

31 nouveaux engagements € 199 M

BIO participe au programme 2X Challenge, qui invite les IFD à s'unir pour lever collectivement 3 milliards de dollars des investissements soucieux de l'égalité des sexes.

€ 757.438 pour 12 nouveaux projets d'assistance technique et de renforcement des capacités

€ 783 millions d'engagements nets signés

BIO a créé le SDG Frontier Fund, qui propose à des investisseurs privés ou institutionnels d'investir avec elle dans des fonds de capital-investissement pour PME.

BIO a réalisé ses premiers investissements à partir d'un nouveau mécanisme qui cible des projets ayant une incidence particulièrement marquée sur le développement, mais assortis de risques élevés et d'un rendement financier escompté relativement faible: Fairtrade Access Fund et Alterfin.

80 prêts en cours

investissements en capital 61

€ 1.016 millions de capital d'investissement

BIO a investi dans Eco Enterprises, un fonds de capital-investissement qui soutient les entreprises actives dans des secteurs tels que l'agriculture, l'aquaculture et l'agrosylviculture durables, la sylviculture certifiée, l'écotourisme et d'autres opportunités émergentes encore. Eco Enterprises met un accent particulier sur les entreprises familiales et communautaires, de manière à exercer une influence environnementale et sociale positive sur les communautés et les écosystèmes locaux.

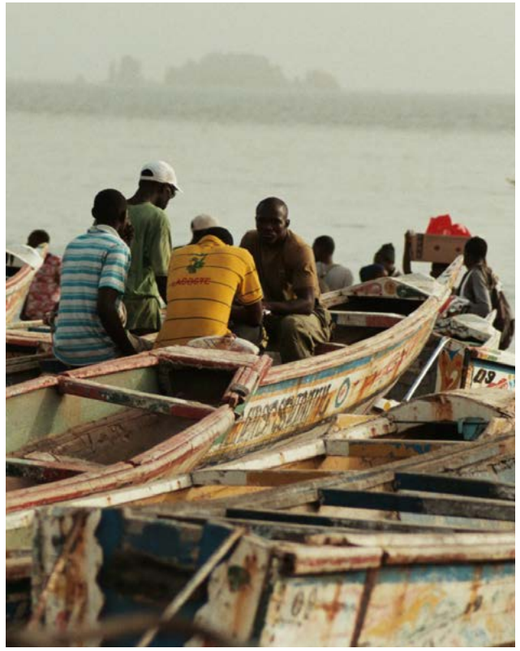
explorateurs

Je pense avoir la chance d'être tout aussi ambitieux que curieux.
Des deux, c'est la curiosité qui m'a le plus servi.
Michael J. Fox (traduction libre)

investissement direct dans l'exploitation agricole Dornod Shim Agro, en Mongolie

Nous sommes désormais tous dans le même bateau

Mot d'Alexander De Croo, vice-Premier ministre et ministre des Finances et de la Coopération au développement



Les secteurs public et privé ont beau être arrivés à bord de navires différents, ils sont désormais, en ce qui concerne le développement, dans le même bateau. L'actualité montre qu'il n'existe pas une seule organisation, pas un seul gouvernement sur Terre, apte à lutter seul contre les crises mondiales, qu'elles soient sanitaires ou climatiques. Il en va de même du défi qui consiste à atteindre, d'ici à 2030, les Objectifs de développement durable des Nations unies: aucun État ne pourra y parvenir seul.

L'implication active des acteurs publics et privés est essentielle à la création d'économies et de sociétés durables et inclusives.

C'est pourquoi je suis très heureux que le SDG Frontier Fund, constitué en 2019, ait récolté, à l'occasion de sa première levée, 25,3millions d'euros auprès des neuf investisseurs privés belges qui sont venus se joindre à BIO. Le fonds cherchera à atteindre, au fil de ses levées ultérieures, un montant de 50millions d'euros.

Le SDG Frontier Fund est un véhicule de co-investissement autogéré qui prendra des participations dans des fonds de capital-investissement investissant dans l'entrepreneuriat local en Afrique et en Asie. Il entend soutenir la prospérité économique et sociale au sein de ses pays cibles, pour contribuer au développement de moyens d'existence viables au profit des communautés locales.

Il cherche à orienter les investisseurs privés vers les marchés pré-émergents (plus développés que les pays les moins avancés, mais trop petits, risqués ou illiquides, pour être considérés comme émergents). Il permet aux investisseurs de se familiariser avec les opportunités et les défis propres à l'investissement dans les marchés pré-émergents, tout en contribuant aux Objectifs de développement durable, en particulier les Objectifs 1 (Pas de pauvreté), 7 (Énergie propre et d'un coût abordable), 8 (Travail décent et croissance économique), 9 (Industrie, innovation et infrastructure) et 10 (Inégalités réduites).

BIO est devenue un portail d'accès à un nouveau marché pré-émergent passionnant. Le SDG Frontier Fund a été créé pour générer de nouveaux partenariats en faveur du développement en Afrique et en Asie. En combinant rendement financier et incidence marquée sur le développement, il aidera les entreprises prospères à servir de catalyseurs à la création d'emplois et au développement local dans les pays pré-émergents.

Enfin, je tiens à féliciter BIO d'avoir réalisé la levée initiale de ce fonds pionnier, premier du genre en Belgique. Ses efforts pour aider les entrepreneurs locaux à agir en tant que moteurs du développement de leur communauté et de leur pays, feront une différence tangible.

Risques et avantages de la numérisation

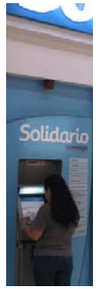
La numérisation révolutionne le domaine de la finance et de la microfinance. Grâce à de nouveaux produits et canaux, des services financiers de meilleure qualité sont à la portée d'un plus large public. Les petits entrepreneurs peuvent désormais gérer leurs comptes où qu'ils se trouvent, ce qui leur permet d'atteindre des niveaux d'efficacité sans précédent. Les nouveaux acteurs sont autant de concurrents et de partenaires potentiels. Pour rester dans la course, les institutions financières doivent opter pour le numérique. Or toutes les entreprises n'ont pas les moyens financiers ou techniques nécessaires pour ce faire.

Désireuse d'évaluer la situation, BIO a interrogé les institutions financières qui font partie de son portefeuille en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Vingt-sept d'entre elles, dont des institutions de microfinance (IMF), des institutions financières non bancaires et des banques commerciales, ont répondu à ses questions. Si toutes veulent emprunter le train du numérique et si beaucoup en ont déjà franchi le seuil, 22% d'entre elles n'ont pas de personnel dédié, 33%, pas de budget et 40%, pas de stratégie numérique. Alors que près de la moitié des institutions disposent de systèmes d'informatique de gestion pouvant être connectés à des systèmes tiers, l'autre moitié va devoir consentir des investissements d'importance moyenne à grande. Plus de 10% des répondants sont équipés de systèmes impossibles à connecter.

La part des banques commerciales proposant presque tous les types de produits et de canaux numériques est sensiblement plus élevée que celle des IMF, dont l'offre, sur ce plan, est par ailleurs moins élaborée. Les IMF sont freinées par leur manque d'expertise, par leurs systèmes informatiques hérités, par la réglementation et par la pénurie de moyens permettant de résoudre les deux premiers problèmes.

La numérisation exigera des investisseurs qu'ils assurent un soutien de nature informatique. BIO a dès lors remanié ses directives relatives à l'assistance technique, pour contribuer aux dépenses de développement des produits et des logiciels et, sous certaines conditions, aux investissements, nécessaires à la transformation numérique. BIO a également mis à jour son processus de diligence raisonnable, pour tenir explicitement compte de la numérisation. Elle encourage en outre l'innovation numérique dans le secteur financier au moyen d'investissements ciblés, principalement par le biais de fonds.

Les premiers résultats de l'enquête sont disponibles sur son site web, d'autres publications suivront.



Banco Solidario est une institution de microfinance sise en Équateur, à laquelle BIO a accordé un prêt de 10 millions de dollars. BIO avait par le passé déjà subventionné une **assistance technique** consacrée au surendettement; le soutien actuel se présente sous la forme d'une étude de faisabilité portant sur les canaux de distribution de la banque. Dans le cadre de sa stratégie de numérisation, Banco Solidario cherche à identifier les meilleures solutions de banque mobile, y compris les solutions non traditionnelles, disponibles. L'exploration de canaux autres peut aider à atteindre une partie de la population jusqu'ici laissée à l'écart.

Mot d'Ido Sum, Partner chez TLcom Capital

BIO a investi 5millions de dollars dans TLcom TIDE Africa Fund (TLcom Technology and Innovation for Developing Economies Africa), un fonds de capital-risque axé sur les services et l'innovation reposant sur les technologies qui investit au profit de l'Afrique subsaharienne, à tous les stades du cycle du capital-risque.

Grâce à un taux de pénétration des services mobiles supérieur à 70% sur la plupart des grands marchés africains, cette plateforme est plus largement disponible que la plupart des services d'utilité publique tels que les services bancaires, la distribution d'électricité et les soins de santé. La technologie mobile peut être le moteur de l'extension de nombreux services aux entreprises et aux consommateurs, et de l'accessibilité financière de ces services.

Plus que de simples investisseurs, nous sommes des générateurs d'activité.

La différence entre l'Afrique et les autres continents réside dans l'immaturité relative de la communauté qui soutient les nouveaux entrepreneurs et les start-up spécialisés dans les technologies. Il s'agit d'un écosystème jeune, qui peine à obtenir le soutien de mentors et d'experts du domaine.

Nous consacrons beaucoup de temps à réfléchir, en compagnie de nos entreprises, à la stratégie et aux opérations. En termes tant absolus que relatifs, les capitaux disponibles pour la technologie en Afrique sont moins élevés; c'est pourquoi lorsqu'ils créent leur activité, les entrepreneurs doivent être très précisément focalisés, ingénieux, efficaces et agiles. Le déficit d'infrastructures et l'immaturité du secteur entraînent des défis, tels que la nécessité de s'impliquer à maints niveaux de la chaîne de valeur – ce qui crée par ailleurs un environnement fantastique pour les innovations reposant sur la technologie.

Faire de ces entreprises des réussites mondiales aura des répercussions réelles. Elles sont pourvoyeuses d'emploi et permettent d'accéder à des marchés jusque-là mal desservis. L'enjeu consiste à faire naître la première génération d'entreprises technologiques en Afrique, à encourager les jeunes à s'engager dans cette voie et à prouver que l'Afrique est une destination d'investissement comme une autre, de manière à drainer davantage de capitaux commerciaux vers les entreprises locales.

Compte	**TIDE Africa LP**
Région	Afrique subsaharienne
Secteur	Entreprises et fonds d'investissement
Sous-secteur	Fonds PME
Activité	Numérique
Instrument	Capitaux propres
Montant	5millions de dollars

L'investissement le plus rentable: l'investissement dans le savoir

Mot de Sandeep Aneja, managing partner chez Kaizen Private Equity

Je viens d'une famille indienne de classe moyenne. J'ai grandi à Dehradun; j'ai fait mes études dans un centre universitaire qui comptait certains des meilleurs pensionnats privés. Comme j'étais fasciné par les trains, je suis devenu ingénieur en mécanique pour les chemins de fer indiens. Plus tard, je me suis installé aux États-Unis, où j'ai étudié à l'université du Delaware et à l'école de commerce de la Silicon Valley, avant de me lancer dans le capital-risque.

C'est à cette époque que mon épouse et moi avons constaté des problèmes de comportement chez notre fils. Après avoir été priés de le retirer de trois écoles maternelles, nous nous sommes interrogés sur l'absence de nuances qui caractérisait la manière d'approcher les enfants, dont les différences, les forces et les faiblesses individuelles n'étaient absolument pas prises en compte.

Cela a contribué à notre décision de retourner en Inde, où la société est plus tolérante. Pour aider notre fils à s'intégrer, nous avons tout simplement décidé d'acheter une école - après tout, l'investissement le plus rentable est l'investissement dans la connaissance. Jetu Lalvani, qui dirigeait à l'époque l'école allemande de Mumbai et qui est aujourd'hui managing partner chez Kaizen, a fait partie de l'équipe depuis le début. Lorsque ce projet a échoué, nous avons décidé – puisque le capital-risque était ce que je connaissais le mieux – de créer notre premier fonds d'investissement. Cela nous a pris deux ans. Nous avons levé plus de 70millions de dollars. Jetu et moi avons ensuite collaboré à la rédaction du Rapport sur l'enseignement, ce qui nous a valu notre réputation de consultants dans ce domaine.

Chez Kaizen, nous pensons que le rôle de l'enseignement est certes d'apprendre aux gens à gagner davantage d'argent, à mieux réussir, à avoir plus de chances de trouver un emploi et à se rendre plus indispensables, mais aussi de faire de cette planète un monde meilleur.

Kaizen est synonyme d'amélioration continue.
Les bonnes choses se créent petit à petit, avec persévérance et régularité.

Idéalement, l'enseignement devrait être un service public, à la fois gratuit, équitable, de haute qualité et moderne; mais cela exige un soutien important de la part de l'État, comme à Singapour. En Inde (tout comme dans de nombreux autres pays), l'enseignement public a très peu évolué au fil du temps. Les programmes sont dépassés. Les enseignants se sentent peu concernés. Les enseignants les plus ambitieux, qui savent ce qu'ils veulent, n'ont aucune envie de travailler dans les écoles publiques indiennes.

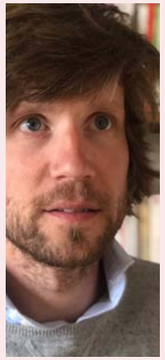
Compte	**Kaizen Private EquityII**
Région	Asie
Secteur	Entreprises et fonds d'investissement
Sous-secteur	Fonds PME
Activité	Enseignement
Instrument	Capitaux propres
Montant	10millions de dollars

La situation est totalement différente au Vietnam, un pays qui caresse de grandes ambitions. Pour les parents vietnamiens, l'éducation des enfants ne sera jamais trop chère. Beaucoup d'élèves finissent par intégrer des établissements privés, même si les écoles et universités publiques sont souvent très bonnes.

Bien sûr, l'enseignement privé risque de creuser les inégalités sociales. Mais comme dans les pays émergents, le citoyen moyen ne fait pas confiance au gouvernement, les établissements privés sont appelés à prospérer. Il convient de veiller à ce qu'ils restent complémentaires aux écoles publiques, ce qui obligera celles-ci à suivre le rythme.

Exercer une influence

Mot de Jérémie Gross, Senior Development Officer chez BIO



Je suis curieux de nature. J'ai par le passé participé à plusieurs études d'incidence pour le compte de la Coopération belge au développement. J'ai donc été ravi de pouvoir intégrer l'équipe d'impact de BIO et d'aider à mieux comprendre pourquoi les changements apportés par le soutien privé sont plus efficaces. Le fait que le développement du secteur privé soit devenu l'un des instruments clés des politiques de développement actuelles est une autre raison pour laquelle je me suis intéressé aux activités de BIO. J'aime à penser que je suis ici pour veiller à ce que nous utilisions au mieux cet instrument et à ce qu'il joue pleinement son rôle, sans dogmatisme ni a priori, dans un sens ou dans l'autre. C'est ce qui m'inspire au quotidien et m'incite à vouloir améliorer l'efficacité de l'aide au développement. C'est dans cet état d'esprit que nous travaillons au renforcement du cadre d'évaluation, de suivi et d'appréciation du développement de BIO, dont il est clair que nous pouvons améliorer davantage encore le soutien au processus décisionnel.

La théorie du changement est très en vogue ces temps-ci; tendance ou pas, elle fait partie des outils qui peuvent nous aider à réfléchir à nos actes et à mieux comprendre comment les activités de BIO contribuent aux ambitions en matière de coopération au développement qui nous animent. Elle jette un regard sur le passé, offre ce que nous appelons une réflexion rétrospective. Nous commençons par définir l'objectif final – une mutation à long terme au profit de la société – puis nous réfléchissons aux changements intermédiaires et aux conditions nécessaires à la réalisation de ce but ultime. Il s'agit évidemment d'un exercice collectif qui mobilise les différents acteurs impliqués dans cette mutation. Le processus vise à articuler les différentes composantes des activités, à expliquer les mécanismes du changement et à mettre en lumière le sens profond de nos actions.

Sa nouvelle théorie du changement clarifie et structure à l'évidence l'approche du développement privilégiée par BIO. Elle définit également les attentes qui entourent la nouvelle stratégie d'investissement. Sur le plan interne, ce document devrait nous aider à approfondir nos réflexions actuelles et futures sur l'influence qu'exerce BIO. BIO espère contribuer, grâce à ses activités, au développement d'un secteur privé inclusif et durable. Ce changement ne se fera pas tout seul: c'est à l'organisation qu'il incombe de prendre toutes les mesures possibles pour qu'il se concrétise. La théorie du changement n'est certainement pas parfaite, mais je pense qu'elle peut vraiment nous aider à emprunter la bonne direction. Il était en outre important d'intégrer plus formellement les activités de BIO dans l'agenda2030 des Nations unies en faveur du développement durable. La coopération belge au développement est aujourd'hui pleinement mobilisée autour des Objectifs de développement durable; il était donc temps de préciser comment BIO et ses partenaires participent à ce défi.

Soutenabilité environnementale et sociale

BIO ne peut contribuer à une croissance durable qu'à condition d'opter pour des investissements responsables sur les plans à la fois environnemental et social. BIO cherche à œuvrer en faveur de la dignité et la sécurité des conditions de travail, du respect des droits humains et de la soutenabilité environnementale. Il est toutefois évident que si des investissements peuvent y aider, ils peuvent aussi s'avérer nuisibles. C'est pourquoi BIO ne soutient que les entreprises qui appréhendent les risques environnementaux et sociaux, et leurs incidences possibles, conformément aux normes internationalement reconnues, ou qui sont disposées à se conformer à ces normes dans des délais raisonnables. C'est pourquoi aussi tous ses contrats intègrent des exigences et des recommandations environnementales et sociales.

Pourquoi les entreprises doivent-elles se préoccuper de ces questions ?

Outre les raisons éthiques évidentes, la gestion des aspects environnementaux et sociaux se traduit par des avantages, tels que:

- l'amélioration de la réputation et de l'image de marque;
- la capacité à attirer clients et investisseurs;
- la réduction des dépenses d'exploitation (grâce à l'accroissement de l'efficacité des ressources);
- l'atténuation du coût des incidents environnementaux (retards dans la délivrance des permis, amendes urbanistiques, coût des accidents, des incendies, de la décontamination);
- la capacité à attirer et à fidéliser le personnel, grâce à des conditions de travail décentes;
- l'atténuation des risques de conflits avec les travailleurs et les communautés.

Identifier les risques et les opportunités environnementaux et sociaux dès la phase de diligence raisonnable permet de réduire les risques inhérents à l'activité, d'accroître les profits et la valeur de l'entreprise et d'améliorer ses effets sur le développement. N'hésitez pas à consulter notre site web si vous souhaitez en apprendre plus sur la politique environnementale et sociale de BIO.

Soutien assuré par BIO

Des experts conseillent les clients à propos de leur parcours environnemental et social. Le fonds Business Development Support de BIO offre également un soutien financier, qui revêt notamment la forme de subventions au profit d'une assistance technique et d'études de faisabilité. Ces budgets permettent de co-financer études, évaluations et formations et de s'attacher l'expertise de tiers.

Évaluation externe

BIO soumet chaque année à une évaluation externe par étude de cas une partie de ses investissements. En 2019, elle a opté pour un échantillon d'entreprises bénéficiaires dans lesquelles investissent trois fonds de capital-investissement sis en Côte d'Ivoire: AfricinvestII, Cauris CroissanceII et AdeniaIII. Elle avait également prévu d'évaluer certaines des entreprises bénéficiaires de l'African Rivers Fund en République démocratique du Congo, mais la visite du site a malheureusement été annulée en raison de la crise sanitaire (Covid-19).

Restons en contact

Outre son siège central bruxellois, BIO dispose depuis 2019 de bureaux de liaison en Côte d'Ivoire et au Kenya.

Le bureau de liaison pour l'Afrique de l'Ouest couvre le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, le Niger et le Sénégal, celui d'Afrique de l'Est, l'Éthiopie, le Kenya, le Mozambique, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda.

Une preuve évidente de notre engagement local.
Mot d'Alexis Loisseau, agent de liaison de BIO à Nairobi

J'ai toujours été attiré par l'Afrique. Enfant, j'ai vécu au Burundi, avant de partir étudier à Johannesburg.

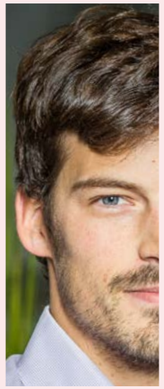
Je suis ingénieur en gestion financière. J'ai vu de près les dégâts économiques provoqués par la crise des subprimes. J'ai voulu en apprendre plus sur le secteur bancaire; j'ai donc travaillé pour une banque commerciale, jusqu'au moment où j'ai décidé que je voulais agir de façon plus directe. J'ai postulé pour un emploi chez BIO, ce qui m'a permis de retourner en Afrique.

Au départ, je n'ai pas beaucoup aimé Nairobi: les embouteillages y sont monstrueux – avec très peu d'itinéraires disponibles, tout le monde emprunte la même route. Mais depuis, j'ai compris que la vie pouvait y être très agréable. Véritable centre culturel et commercial, Nairobi attire des individus et des entreprises innovants de toute la région.

Notre présence dans le pays est, pour les investisseurs, une preuve évidente de notre engagement local. Par rapport aux autres organismes de financement du développement présents à Nairobi, BIO a un rôle de niche à jouer dans le secteur agricole et celui des biens de consommation à forte rotation.

En période de pandémie mondiale, l'investissement d'impact revêt plus d'importance que jamais. Pendant la crise sanitaire, les investisseurs étrangers ont retiré 86milliards de dollars des marchés émergents et la Bourse kenyane a atteint son plus bas niveau depuis trente ans. Mais aussi difficile que soit la situation, nous continuerons à soutenir nos clients. Les investisseurs doivent penser de manière anticyclique et croire aux projets et à l'avenir des entreprises.

Il y a toujours des ponts à construire
Mot de Maximilien d'Harcourt, agent de liaison de BIO à Abidjan



Issu d'un cocon parisien, j'ai fait mes premières expériences professionnelles dans la finance d'entreprise, en travaillant pour l'un des «quatre grands». J'ai beaucoup appris, mais j'ai rapidement ressenti un manque. J'avais besoin de me sentir directement utile.

La société qui m'employait traitant de nombreux modèles de financement d'impact, j'ai décidé de creuser un peu le sujet; c'est ainsi que j'ai découvert les IFD. Comme mon épouse est belge, j'ai fini par être engagé chez BIO. L'entreprise n'a cessé de se développer, et il y règne un esprit d'équipe que je n'ai rencontré nulle part ailleurs.

En tant que responsable des investissements généraliste, je dois faire preuve de flexibilité: je suis allé partout où l'on avait besoin de moi. C'est à l'occasion d'une mission que je me suis rendu, pour la première fois, en Afrique. Ce fut pour moi une véritable découverte. Le bruit et les odeurs de la rue me fascinaient. Dès lors, quand BIO y a ouvert un bureau de liaison, j'ai voulu en faire partie.

Disposer d'une présence locale dans la région permet à BIO de suivre de près les opportunités et les défis qui s'y présentent. Un agent de liaison local est la personne de contact de l'équipe à Bruxelles, ainsi que des entrepreneurs de la région. Cette fonction permet à BIO d'assurer un meilleur approvisionnement, d'accélérer et de rendre plus efficace l'exercice de diligence raisonnable et d'ancrer davantage sa présence au sein des conseils d'administration des sociétés dans lesquelles elle détient des participations.

Abidjan est un endroit agréable. Nous avons tout ce dont nous avons besoin en termes d'infrastructure, de soins de santé et d'enseignement. Contrairement à ce qui se passe ailleurs sur le continent, les coupures d'électricité sont peu fréquentes.

Dans tout nouveau pays, il y a des ponts à construire. En tant que Belges (et Français), nous avons l'avantage de parler la langue de la plupart des pays couverts par le bureau de liaison. À cela s'ajoute une certaine compréhension culturelle. Je me suis rapidement senti intégré, et j'aime le sens de l'humour des habitants.

Liste des pays
En 2019, BIO a modifié sa liste de pays pour tenir compte de la volonté qu'ont la Belgique et l'Union européenne d'aider à la stabilisation de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN), en soutenant le développement des opportunités d'emploi. C'est pourquoi BIO a ajouté à sa liste l'Égypte, le Liban, la Jordanie, l'Irak et la Syrie, ainsi que, à celle des pays asiatiques, le Pakistan.

Mosaïque de données

98.000 emplois directs soutenus par des investissements directs

1/3 femmes

1/6 travailleurs ruraux

Retombées

nos sociétés investies ont dépensé plus de **€ 550.000.000** en frais de personnel

plus de **€ 168 millions** de recettes publiques provenant de nos investissements directs

5 536 GWh produits grâce à nos investissements directs

1 074 000 tonnes d'émissions de CO_2 évitées

Les données d'incidence présentées ici se basent sur les chiffres de 2018

2 bureaux de liaison à Abidjan et à Nairobi

3 agents de liaison et leurs familles

€ 98 millions d'investissements en cours dans **24 projets** dans les pays couverts par les bureaux de liaison

SDG Frontier Fund

première clôture € 25,3 M

9 investisseurs privés

deux premiers investissements

African Rivers Fund III

Excelsior Capital Vietnam Private Equity Fund

Partenaires

«Autrefois, dit-il, les gens croyaient qu'ils vivaient dans de petites boîtes, des boîtes qui contenaient toute leur vie, et qu'il n'y avait guère lieu de s'inquiéter de ce que les autres faisaient dans leurs propres boîtes, qu'elles soient proches ou éloignées. Les histoires des autres ne les concernaient pas. Mais ensuite, le monde est devenu plus petit et toutes les boîtes ont été poussées les unes contre les autres et se sont ouvertes, et maintenant qu'elles sont toutes reliées entre elles, nous devons comprendre ce qui se passe dans toutes les boîtes dans lesquelles nous ne sommes pas, sans quoi nous ignorerons pourquoi les choses qui se passent dans les nôtres se produisent. Tout est lié.»

Salman Rushdie (traduction libre)

investissement indirect dans Derek Graffe par le biais de la Cooperativa Pacífico microfinance, Pérou

Nous tous, ensemble

Mot de Carole Maman, Chief Investment Officer de BIO

L'inclusion financière est le droit dont disposent les individus et les sociétés d'avoir accès à des services financiers professionnels. Ce droit comprend l'accès aux crédits professionnels, au logement, à l'enseignement et aux soins de santé, ainsi qu'aux comptes d'épargne et aux assurances. Ces services sont de plus en plus souvent proposés par la voie numérique, ce qui simplifie l'administration et la gestion financière.

La majorité de la population des pays en développement n'y a toutefois pas accès. Pour surmonter les problèmes quotidiens, ces personnes dépendent des liquidités immédiates, de l'aide de leur famille et de leurs amis – voire, pire, de requins de la finance. Comment faire tourner l'entreprise, comment financer les études des enfants, les frais médicaux du conjoint, les funérailles d'un parent, etc., sont autant de questions angoissantes dans les pays où les services publics, les assurances, les comptes d'épargne individuels et les produits d'emprunt formels sont limités. C'est pourquoi l'on finit par dépendre de la bienveillance de tiers... ou de leur cupidité.

Les investisseurs d'impact comme BIO investissent dans des institutions financières qui permettent de fournir ces services efficacement, simplement et en toute confidentialité. Ménages et entreprises peuvent ainsi mieux se préparer à faire face aux difficultés de la vie quotidienne et se construire un avenir.

BIO a pour ambition d'aider les individus à sortir de la pauvreté en créant des opportunités d'emploi et d'auto-emploi, au profit d'un accroissement de leurs revenus.

BIO veut qu'un revenu ou un revenu d'intégration viable soit accessible au plus grand nombre

À cette fin, elle collabore notamment avec les institutions financières qui font partie de son portefeuille. Elle les invite à encourager leurs clients à éviter le surendettement. Elle leur demande de se conformer au droit national du travail, y compris en matière de salaire minimum, ainsi qu'aux conventions de l'Organisation internationale du travail. Elle leur impose de respecter strictement la législation fiscale, pour que leurs clients contribuent au PIB, aux politiques publiques et aux infrastructures du pays. Elle subventionne également l'organisation de formations destinées à améliorer l'employabilité du personnel.

BIO est fière d'avoir investi dans de nombreux projets qui soutiennent l'inclusion financière. Annapurna Microfinance, en Inde, et Mitra Bisnis Keluarga Ventura, en Indonésie, par exemple, contribuent à aider les femmes des régions pauvres à accéder à des sources de financement. Les agriculteurs peuvent faire appel à Sembrar Sartawi en Bolivie et au Fairtrade Access Fund en Amérique latine et en Afrique. En République démocratique du Congo, les petites entreprises en difficulté peuvent se tourner vers le fonds African Rivers; en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est, vers la Bank of Africa. Omnivore Partners, en Inde, et Tide Africa, investissent quant à eux dans des start-up.

Dans Anna Karénine, Léon Tolstoï affirmait:

« Les familles heureuses se ressemblent toutes ; les familles malheureuses sont malheureuses chacune à sa façon. »

Individus et ménages ressentent tous différemment la pauvreté. Cela signifie que nous avons besoin de plusieurs indicateurs pour mesurer nos avancées. En Amérique latine, par exemple, certaines institutions privilégient une approche appelée *Semaforo de la Pobreza*, qui pose un diagnostic complet du «niveau de pauvreté» de chaque client et identifie son propre indicateur de réussite – comme l'accès à l'eau potable, l'installation d'une douche, l'accès à la médecine dentaire ou le financement des études des enfants. En règle générale, l'accès aux services bancaires et l'accroissement des revenus sont des indicateurs manifestes d'inclusion financière.

Quand les femmes vont mieux, l'économie va mieux

Mot de Maria João Coelho, spécialiste des genres chez BIO

BIO a finalisé sa stratégie en faveur des femmes en 2019. Bien que les investissements de BIO aient toujours tenu compte de la question, la nouvelle stratégie offre aux responsables des investissements un cadre au sein duquel ils peuvent récolter des données et s'entretenir avec les clients des problèmes relatifs à l'égalité entre les hommes et les femmes. Loin de se contenter de compter le nombre de femmes employées dans une entreprise, BIO examine désormais l'intégralité de la situation sous un angle genré, c'est-à-dire en tenant compte de la position des femmes au sein de l'entreprise, certes, mais aussi en leur qualité de consommatrices, d'entrepreneures et de membres de leur communauté. BIO évalue maintenant chaque projet du point de vue du genre.

Le fait qu'un projet soit à première vue dépourvu de composante genrée, parce que la majorité, voire la totalité, de la main-d'œuvre est masculine, ne suffit pas à exclure tout risque d'inégalités, tant s'en faut. Lorsqu'elles sont très minoritaires, les femmes ne disposent pas toujours de locaux et d'équipements adaptés; l'on peut en outre constater un risque accru de violences à leur égard, y compris au sein des communautés avoisinantes.

BIO s'assure que ses clients disposent de mécanismes de plainte, de manière à être informée de ces questions. Elle encourage également ses clients à s'associer à des ONG locales pour traiter les problèmes liés au genre. De tels partenariats sont des éléments cruciaux de la réalisation de l'Objectif de développement durable numéro5 qu'est l'Égalité entre les sexes.

2X CHALLENGE
FINANCING FOR WOMEN

BIO est en outre membre de l'IFD Gender Finance Collaborative, qui réunit deux fois par an des représentants d'institutions de financement du développement – de nombreuses IFD ont en effet désormais du personnel qui travaille à plein temps sur ce sujet. Gender Finance Collaborative permet de partager expériences et stratégies, et de tirer les leçons des erreurs commises.

Le programme 2X Challenge attire d'autres intervenants partageant les mêmes idées. Cette initiative du G7 vise à lever 3milliards de dollars au profit de projets en faveur des femmes. En s'y joignant, BIO s'est engagée à intégrer la notion de genre dans tous ses projets. Elle veut en tout état de cause ne pas se contenter de cocher des cases, et entretenir des rapports réels avec ses clients. Le Challenge lui permet également de rationaliser l'approche de la question du genre par les IFD et d'élaborer des normes et des pratiques communes. Cela facilite la tâche des investisseurs et des bénéficiaires des investissements, tout en allégeant la bureaucratie et le travail de rapportage.

Enfin, BIO élabore un fonds de soutien genré au développement des entreprises, qui ajoute une dimension «égalité des sexes» à son offre. Par exemple, lorsqu'une institution financière réclame une aide pour développer de nouveaux produits, BIO peut l'orienter vers des produits qui ciblent et/ou soutiennent les femmes. Cette politique peut être gage d'une valeur ajoutée réelle car, comme l'a dit Kofi Annan, «l'égalité des genres est plus qu'un objectif en soi. C'est une condition préalable pour relever le défi de la réduction de la pauvreté, promouvoir le développement durable et établir la bonne gouvernance.»

BIO organise chaque année une semaine de sensibilisation aux inégalités entre les sexes

L'énergie à l'intérieur

Mot de Vicky Carré, BIO Portfolio Officer Infrastructure

Polaris est un projet majeur de géothermie avec une capacité de production de 77 mégawatts, ce qui représente 12 à 13 % de la production nationale du Nicaragua. La technologie est 100 % renouvelable, usant d'une ressource naturelle qui est accessible en abondance dans cette partie du globe : la chaleur emprisonnée au centre de la terre. Evidemment on ne descend pas au centre de la terre, cependant cette chaleur et son énergie sont récupérées via un système de puits.

Le Nicaragua a besoin d'investissements extérieurs pour répondre à ses besoins en électricité. Dans le passé le pays a connu des pannes fréquentes d'approvisionnement en électricité en raison d'une offre insuffisante. Certaines unités diesel d'urgence ont été installées pour apporter une solution rapide mais couteuse et non respectueuse de l'environnement. Le Nicaragua a la plus faible capacité de production parmi les pays d'Amérique centrale.

Polaris est un projet a fort caractère social. Les sponsors articulent plusieurs actions de façon inclusive avec les communautés locales, autour de 2 axes qui sont l'Environnement et l'Education.

Compte	**Polaris Energy Nicaragua**
Région	Amérique latine et Caraïbes
Secteur	Infrastructure
Sous-secteur	Énergie
Activité	Géothermie
Instrument	Capitaux empruntés
Montant	11,3millions de dollars

Environnement

Les sponsors font participer les sociétés et communautés locales à la plantation d'arbres dans la zone où la centrale est implantée, afin d'étendre l'habitat naturel disponible et ainsi préserver la biodiversité.

La journée mondiale pour l'environnement est célébrée chaque année avec les communautés locales. A cette occasion, les élevés des écoles élémentaires et des collèges, regroupant un millier d'enfants, sont invités à présenter leurs travaux de groupes sur un thème environnemental. Les sujets tels que les feux de forêts, la déforestation, l'inadéquate utilisation des sols, la perte de la biodiversité ou encore la contamination de l'eau sont traités pour éveiller leur conscience et sensibilité à ces problèmes environnementaux.

Education

Les sponsors de Polaris se focalisent également sur l'éducation, avec comme motto : Leaning today, shining tomorrow. Ainsi plusieurs projets destinés à étendre le tissu éducatif local, ont été mis en place.

La zone d'implémentation du projet est relativement isolée. Polarise utilise les nouvelles technologies comme un vecteur facilitateur de l'accès à l'éducation et de développement pour les enfants.

Le projet Quiero ler para Aprender (i want to read to learn), en collaboration avec Word Vision a permis la formation du corps enseignants et d'environ 500 parents d'élèves à l'utilisation des tablettes numériques comme outil d'apprentissage innovant et adapté aux défis du 21éme siècle. Un projet sur la robotique a été lancé récemment, toujours dans l'objectif de favoriser l'accès à l'éducation via les nouvelles technologies.

Le rôle des femmes dans le développement d'une communauté est primordial. Dans le cadre du projet Polaris, la promotion du genre et de l'importance de la femme comme génératrice de revenus pour le foyer et encrage du tissu social est mis en avant avec des formations d'entrepreneuriat destinés aux jeunes entrepreneuses.

Au-delà du lavage des mains

Un mot sur la crise sanitaire

Alors que la pandémie frappe une grande partie des cinquante-deux pays au sein desquels BIO opère, nombre des entreprises dans lesquelles BIO a investi directement ou indirectement (par le biais de fonds, de banques, d'institutions de microfinance, etc.) assistent à une diminution de leurs financements, à un assèchement de leurs sources de crédit locales et régionales et à une chute de leur chiffre d'affaires.

C'est pourquoi BIO a mis sur pied un dispositif de financement d'urgence de 50millions d'euros, qui lui permet d'injecter rapidement des capitaux supplémentaires et d'accorder sans délai de nouveaux prêts à ses clients. BIO s'aligne ce faisant sur la politique d'autres institutions de financement du développement et d'organismes multilatéraux qui fournissent des financements au secteur privé dans les pays en développement.

Le mécanisme de financement d'urgence procède d'une part à des injections de capitaux dans les entreprises dans lesquelles BIO détient une participation directe, et fournit d'autre part de nouveaux prêts de durée moyenne. Les prises de participation garantissent aux institutions de microfinance, aux banques tier2 et tier3, aux institutions financières non bancaires et aux fonds de capital-investissement de disposer de matelas de capitaux et donc, de pouvoir absorber leurs pertes tout en demeurant solvables. Les prêts de durée moyenne sont des crédits-relais qui permettent aux clients de BIO d'avoir suffisamment de liquidités pour traverser la crise. Ils sont accordés pour un an au minimum, et ne peuvent excéder 5millions d'euros.

L'octroi du financement d'urgence dépend de la manière dont le client était noté chez BIO en date du 1er mars2020, et de la façon dont il respecte ses engagements de remboursement. Le client doit en outre être apte à traverser la crise, et disposer pour ce faire d'un business plan, de liquidités ou d'un projet d'investissement solides. Enfin, les actionnaires doivent eux aussi contribuer à l'adoption de mesures de crise, en fonction de leurs possibilités.

Les institutions de financement du développement comme BIO sont les mieux placées pour apporter un soutien financier au secteur privé des pays en développement. C'est pourquoi au mois d'avril2020, des intervenants issus du monde académique et des dirigeants de toute l'Europe, parmi lesquels le vice-Premier ministre et ministre des Finances belge Alexander De Croo, ont signé un appel à action visant à inciter les gouvernements et les IFD européens à réagir sans attendre à la crise sanitaire. Ces vingt signataires ont appelé les pouvoirs publics européens à étoffer les injections de capitaux et à intensifier les systèmes de mutualisation des risques pour les IFD européennes, tout en débloquant davantage de fonds au profit de l'assistance technique aux entreprises africaines.

Appel à action
Face à cette situation inédite, la principale préoccupation de BIO est d'être un investisseur responsable et anticyclique et d'adapter ses solutions aux besoins des populations locales. BIO et les autres investisseurs d'impact belges que sont Alterfin, BRS, Incofin, Inpulse, Kampani et Kois, applaudissent aux mesures arrêtées par les gouvernements et les institutions multilatérales pour atténuer les retombées économiques de la crise sanitaire. Reste que dans un contexte comme celui-ci, les investisseurs d'impact ont plus d'importance que jamais, en particulier dans les pays émergents.
Nous sommes convaincus de pouvoir intensifier nos actions, de manière à continuer à influer positivement sur la vie de nombreux individus vulnérables. Il faut toutefois pour cela que les budgets suivent. Le SDG Frontier Fund permet désormais aux entités privées d'investir en compagnie de BIO; un dispositif d'urgence a par ailleurs été mis sur pied, mais il faut faire plus encore. C'est pourquoi nous appelons tous les acteurs concernés, publics ou privés, à se mettre en relation avec nous, à mobiliser leurs ressources et à joindre leurs efforts aux nôtres.

L'union fait la force

Un mot sur les partenariats

Wehubit
BIO est un partenaire du programme Wehubit de l'Agence belge de développement Enabel. Cette initiative voit en la numérisation un outil d'accélération du développement durable, d'accroissement de la prospérité, de réduction des inégalités et de renforcement des capacités des individus et des entreprises dans les pays en développement et les pays émergents. Elle accorde pour ce faire subventions et prêts, et conclut des partenariats. Tout au long de l'année2019, le rôle d'Enabel et de BIO s'est précisé, au profit d'une meilleure compréhension des facteurs qui limitent la capacité du programme à obtenir l'engagement du secteur privé. Plus d'informations sont disponibles à l'adresse www.wehubit.be.

#teambelgium

Gouvernance
BIO est une société privée. Elle est financée par l'État belge, par le truchement du SPF Coopération au développement. Elle a été fondée en 2001, avec un capital de départ de 5millions d'euros. Le ministère accroît depuis, régulièrement, les capitaux qu'il met à sa disposition, sous la forme de certificats de développement. BIO gère aujourd'hui pour plus d'un milliard d'euros de capitaux. Lors de l'assemblée générale annuelle du 16juillet2020, ses actionnaires ont donné décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes.

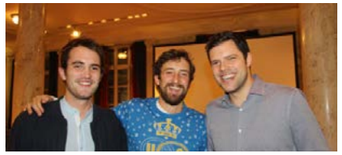
Développement du secteur privé en Ouganda
Le développement du secteur privé dans les pays partenaires est un objectif fondamental des programmes de coopération belges. À l'occasion de la conclusion d'un nouveau programme de coopération pluriannuel entre l'Ouganda et la Belgique, nous nous sommes demandé comment les institutions belges pourraient soutenir plus efficacement le secteur privé en Ouganda et développer une vision commune des stratégies à développer dans le contexte local. C'est pourquoi BIO, Enabel et la Direction générale Coopération au développement belge ont organisé, le 10octobre2019 à l'ambassade de Belgique à Kampala, un atelier consacré au développement du secteur privé.

Institution européenne de financement du développement
BIO fait partie de l'Association of bilateral European Development Finance Institutions (EDFI), qui opère au nom de quinze institutions européennes de financement du développement bilatérales. Cette association a pour mission de promouvoir les réseaux professionnels de ses membres, d'informer les décideurs politiques et de favoriser le développement de normes innovantes dans son domaine d'activité. Convaincue que l'esprit d'entreprise est une condition essentielle à la génération d'une croissance économique durable et d'emplois viables, elle s'aligne sur les Objectifs de développement durable et sur l'Accord de Paris sur le climat.

Pour soutenir les entrepreneurs et pénétrer des marchés où peu osent s'aventurer, EDFI Management Company, créée en 2016, développe et gère des instruments financiers au nom et pour le compte de ses membres. Elle gère actuellement deux dispositifs de cofinancement (European Financing Partners et Interact Climate Change Facility) et deux dispositifs de développement des marchés (EDFI ElectriFI et EDFI AgriFI, spécialisés respectivement dans les énergies durables et les petits exploitants de l'industrie agroalimentaire). À la fin de l'année2019, EDFI Management Company gérait 278millions d'euros d'actifs.

Mosaïque de photos

Conférence sur le développement du secteur privé & mission en Ouganda



Séminaire du personnel BIO

Dîner du nouvel an

Initiation de danse

EDFI

€ 46 milliards

dont plus de € 7,7 milliards pour le soutien direct au financement des PME

portefeuille consolidé de 6 380 investissements dont 33 % en afrique subsaharienne

les entreprises et les institutions financières financés par eDFI employent 2 millions de personnes et ont créé 150 000 nouveaux emplois au cours de la dernière année de référence

ElectriFI

portefeuille de € 53 millions

88% off-grid

1800 ktonnes de CO2 évitées

AgriFI

portefeuille de €12,7 millions

640 000 petits agriculteurs ont été concernés

2,3 millions d'hectares cultivés

Genre

BIO adopte une approche inclusive du genre et reconnaît l'existence et l'égalité des droits de tous indépendamment du sex du genre de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre

Le taux d'emploi des femmes âgées entre 25 et 54 ans est de 63 % contre 94 % pour les hommes

chez BIO 53% du personnel et la moitié du comité exécutif sont des femmes

Les PME créées par des femmes sont confrontées à un déficit de crédit de USD 320 milliards au niveau mondial

entrepreneurs

«La vitalité, c'est non seulement la capacité de persister, mais aussi et surtout celle de repartir de zéro.»

Francis Scott Fitzgerald

investissement indirect dans Twiga Foods par le biais de TLCom Capital SME fund, Afrique subsaharienne

Les dilemmes sur les marchés frontières

Mot de Luuk Zonneveld, Chief Executive Officer de BIO

Jesús Ángel est chauffeur de taxi à Lima, la capitale du Pérou. Comme il n'avait pas les moyens de financer l'achat de son véhicule, il a été tout heureux qu'Acceso Crediticio lui accorde un prêt. À l'instar de la plupart des 11.500 *taxistas* ayant bénéficié d'un crédit chez Acceso, Jesús Ángel a opté pour le gaz naturel, le moins polluant de tous les combustibles fossiles, ce qui permet aux dix millions d'habitants que compte Lima de vivre dans une atmosphère respirable. Bien sûr, rouler aux énergies renouvelables serait mieux encore, mais leur coût serait trop élevé pour *Jesús Ángel et ses collègues*.

Ceux-ci paient à Acceso 500 dollars par mois pour le remboursement du prêt et l'assurance de la voiture; simultanément, les sociétés sœurs d'Acceso s'occupent de l'entretien du véhicule et fournissent à la profession des conseils financiers et juridiques. Lorsque la Covid-19 a frappé Lima, la ville est entrée en confinement – le plus long du monde – et la quasi-intégralité des chauffeurs de taxi ont dû interrompre leur activité. Jesús Ángel est du nombre. Madame restant à la maison pour s'occuper des enfants, le couple n'a plus aucune rentrée financière. La famille est en mode survie et ne peut plus payer son loyer. Les chauffeurs de taxi étant depuis mars2020 dans l'incapacité de rembourser leur emprunt, les revenus d'Acceso se tarissent; or elle doit continuer à payer ses charges et à honorer ses dettes dont, entre autres, le prêt de 8,5millions d'euros que lui avait accordé BIO.

Face aux difficultés auxquelles est confrontée Acceso, que doit faire BIO? Doit-elle lui accorder des liquidités supplémentaires, pour l'aider à se maintenir jusqu'à ce que les taxis puissent à nouveau arpenter les rues de Lima? Ou doit-elle au contraire s'abstenir d'investir davantage – n'oublions pas que les capitaux de BIO sont financés par le contribuable belge –, dans la mesure où Acceso pourrait ne pas survivre à la crise? BIO s'est finalement prononcée en faveur d'un moratoire, mais les perspectives demeurent incertaines. Pour l'heure, nos pensées vont aux milliers de taxistas et à leur famille, dont les moyens de subsistance sont menacés.

À incidence marquée, dilemmes et compromis de taille

La crise sanitaire n'est que l'un des nombreux facteurs qui compliquent les efforts consentis par BIO pour aider au développement de moyens de subsistance décents et viables partout où elle investit. Les inégalités entre les sexes et les races, les changements climatiques et la question de l'alimentation de populations toujours croissantes, en sont d'autres. Compte tenu des millions d'individus pour qui une vie décente reste une sorte de mirage, le projet est pour le moins ambitieux. Signalons à cet égard qu'en 2019, les investissements ont permis d'aider au financement de plus de quatre millions d'emplois.

BIO investit dans de grandes entreprises agricoles qui produisent des denrées alimentaires de base pour plus d'une centaine de milliers de personnes. Ces grands employeurs sis dans des zones rurales fournissent un revenu régulier à des milliers de travailleurs. S'ils leur assurent toujours au moins le salaire minimum légal, leur emploi ne suffit toutefois pas nécessairement à leur garantir des conditions de vie correctes. Mais augmenter les salaires aurait pour effet de rendre les produits alimentaires inabordables pour la plupart des locaux.

Autre exemple: BIO a investi plus de 30millions d'euros dans Azito, le plus grand producteur d'énergie au gaz de Côte d'Ivoire. L'installation d'un générateur de second cycle permettra à Azito de produire 50% d'électricité en plus par tonne de gaz, ce qui engendre un autre dilemme: faut-il investir dans l'amélioration d'une centrale à combustible fossile, pour permettre à davantage de ménages d'accéder à l'électricité et d'avoir une vie meilleure, tout en réduisant les émissions par mégawatt produit, ou investir exclusivement dans les énergies renouvelables – sachant qu'il faudra au moins une décennie, et des millions d'euros encore, avant que la technologie n'atteigne l'échelle nécessaire pour fournir une énergie propre aux millions d'habitants de Côte d'Ivoire qui n'ont toujours pas l'électricité?

Tenter de concilier ses aspirations avec la dure réalité revient constamment, pour BIO, à devoir résoudre de tels dilemmes, tout particulièrement en ce qui concerne les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance de ses investissements. Sa stratégie consiste par conséquent à exiger le respect constant des normes de base, comme les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, l'évitement de pollutions environnementales majeures, etc. Elle évalue ensuite au cas par cas les possibilités d'améliorer ses choix au fil du temps, et cherche à inclure ces évolutions dans ses contrats d'investissement.

Cela implique de devoir parfois accepter qu'au moment du premier décaissement, une usine n'ait pas encore cessé de déverser ses eaux usées dans la rivière. Que certains travailleurs ne disposent que d'un contrat d'emploi temporaire. Que les terres dont l'entreprise est aujourd'hui propriétaire étaient, avant la colonisation, exploitées par les communautés locales. Mais son objectif n'est pas seulement de collaborer avec des entrepreneurs qui satisfont d'ores et déjà à l'ensemble de ses critères: BIO soutient tous les acteurs qui se plient en quatre pour faire la différence dans des conditions difficiles, et luttent pour satisfaire aux normes les plus exigeantes. Elle leur fournit capitaux et subventions, met à leur disposition son expertise en matière de négociations et contribue à la gouvernance des entreprises dans lesquelles elle détient des participations. Elle met tout son cœur et toute son âme à résoudre les dilemmes inhérents à la lutte pour un véritable changement.

Nous vous remercions de votre soutien (critique) à cette démarche. Continuez à nous aider à réfléchir à ces dilemmes.

Aller hardiment là où personne n'est jamais allé

Mot de Fallon Casper, Head of Debt – AgroFinance & Food au bureau d'Incofin à Bogotá

Je suis arrivée dans le secteur agroalimentaire tout à fait par hasard. J'ai étudié les relations internationales et j'ai toujours travaillé avec des entrepreneurs. C'est ainsi que j'ai entamé ma carrière dans le conseil en gestion; au fil des ans, je me suis intéressée à l'agriculture, au point de développer une expertise dans ce domaine. J'ai fait le saut en 2012, une décision que je n'ai jamais regrettée.

Le Fairtrade Access Fund (FAF), pour lequel je travaille, croit aux systèmes de production alimentaire inclusifs et durables et investit dans des exploitations agricoles, des petites et moyennes entreprises agroalimentaires et des institutions de microfinancement qui font la part belle au développement durable. Ses clients collaborent à plus de 90% avec de petits exploitants agricoles, des producteurs très fragiles qui ne possèdent généralement pas cinq hectares de terrain. Le fonds cherche à les aider à dégager un revenu durable.

Compte	**Fairtrade Access Fund**
Région	Ancrage multi-régional
Secteur	Entreprises et fonds d'investissement
Sous-secteur	Fonds PME
Activité	Agriculture
Instrument	Capitaux propres
Montant	3millions de dollars

L'agriculture commerciale se caractérise par une production mécanisée, des outils d'irrigation à grande échelle et une main-d'œuvre salariée, autant de moyens dont les petits exploitants sont privés. Pourtant, ils aiment leur ferme et leurs champs. Ils peuvent vous dire quel arbre a été malade le mois dernier, lequel produit le plus de fruits ou les plus belles cerises. Ils s'identifient à leurs plantations – qui représentent pour eux bien plus qu'un vague 500hectares de blé.

En ville, il est facile de perdre le contact avec la terre nourricière

J'admire les petites exploitations agricoles, pour la façon dont elles produisent nos denrées alimentaires.

Le nombre d'hectares de terrain nécessaires pour vivre décemment de l'agriculture dépend du type de culture. Il faut, par exemple, plus de superficie pour cultiver les bananes que le café. D'une manière générale, il faut posséder trois à cinq hectares au minimum pour gagner un salaire correct; en deçà, les choses deviennent assez difficiles. La plupart des petits exploitants possèdent entre un et trois hectares, ce qui est à peine suffisant.

Le fait que ces acteurs fragiles opèrent souvent dans des zones très éloignées est une difficulté de plus pour nous. Pour atteindre les producteurs de noix du Brésil, par exemple, il faut aller de La Paz à Riberalta, en pleine forêt amazonienne; il faut ensuite sept heures de bateau et deux heures de camion par des routes très boueuses pour atteindre le centre de collecte le plus éloigné. Nous allons vraiment là où peu de gens se sont aventurés à ce jour.

Mais appliquer les processus de diligence raisonnable et rencontrer les producteurs est pour moi la partie la plus gratifiante de mon travail. Je me souviens de cette femme, qui vivait avec son mari à Arroyos y Esteros, une petite ville du Paraguay. Le couple produit du sucre et du sésame, et possède toute une panoplie d'arbres fruitiers. Son attachement à sa terre est extrêmement impressionnant. J'aime le fait que tant de nos clients s'engagent au profit du développement durable.

Le Fairtrade Access Fund est un fonds à durée illimitée réglementé, créé par Incofin en 2012. Il opère en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Afrique, où il offre des produits de crédit aux exportateurs de denrées agricoles qui collaborent principalement avec de petites exploitations et sont fortement engagés dans le développement durable. Il s'est fixé pour objectif:

- de contribuer au développement d'un secteur agricole équitable et durable;
- de répondre aux besoins financiers des petits exploitants agricoles, en leur offrant un meilleur accès au financement (en particulier, à des capitaux à long terme) et aux marchés durables, aux échelons tant local qu'international;
- de fournir un rendement équitable aux investisseurs.

En quête de croissance

Un mot sur le secteur agroalimentaire

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'urbanisation, la mondialisation, la diversification des régimes alimentaires, la concentration et l'expansion des marchés et des échanges alimentaires, entre autres tendances sous-jacentes, entraînent actuellement une transformation rapide des chaînes de valeur agroalimentaires. Faire face à ces mutations exige d'adopter une perspective systémique plus large, qui met l'accent sur la coordination des chaînes de valeur, sur la création de valeur et sur le cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent les chaînes de valeur, ce qui ne peut se faire sans œuvrer au développement de l'industrie agroalimentaire.

C'est pourquoi BIO soutient les entrepreneurs tout au long de la chaîne de valeur agroalimentaire, du producteur au consommateur. Son objectif premier est de garantir la sécurité alimentaire dans les pays où elle intervient. Elle accorde également une attention particulière à l'incidence qu'ont ses interventions à chaque niveau de la chaîne de valeur.

Son travail dans le domaine agroalimentaire et au niveau de la chaîne de valeur contribue directement à la réalisation des Objectifs de développement durable suivants: Pas de pauvreté (ODD 1); Faim «zéro» (ODD 2); Travail décent et croissance économique (ODD 8); Consommation et production durables (ODD 12).

L'entreprise malgache JTF Madagascar produit du maïs et du soja, ainsi que du géranium bourbon destiné à la fabrication d'huiles essentielles. Elle est le premier, et l'unique, producteur commercial de maïs à grande échelle du pays, et le seul à disposer d'équipements, de technologies et de techniques modernes. Elle est un des partenaires du Programme alimentaire mondial, qu'elle approvisionne en céréales. L'assistance technique accordée par BIO à JTF portait sur la réalisation d'une étude socio-économique de référence, sur le développement de son système de gestion environnementale et sociale (SGES) et sur l'organisation d'une formation sur ce dernier thème. BIO a encouragé l'entreprise à aller plus loin dans ses efforts en matière de SGES, et à y intégrer la question des répercussions de ses activités sur les communautés locales, de même qu'une perspective genrée.

Compte	**JTF Madagascar**	
Région	Afrique subsaharienne	
Secteur	Entreprise	
Sous-secteur	Agroalimentaire	
Activité	Récoltes alimentaires	
Instruments	Capitaux empruntés	Assistance technique
Montants	3,75millions de dollars	66.300dollars

Un corps sain

Mot de Naweza Muhaya, BIO investment officer

Le secteur de la santé en République Démocratique du Congo (RDC) relève de plusieurs défis pour lesquels le secteur privé est encouragé à participer.

L'offre de soin de santé du Centre Médical de la Communauté (CMC), par exemple, s'adresse principalement au personnel salarié des entreprises de la région de Lubumbashi, regroupant la classe ouvrière ainsi que les cadres. Le centre gère aussi des cliniques de santé à Kolwezi, Kalemie et Likasi. Il n'existe pas d'offre concurrente à prix et qualité équivalents dans la contrée.

Les conditions d'accouchements étant difficiles – les taux de mortalité infantile démontrent bien ce fait – le CMC a créé une maternité de qualité, disposant d'équipements de pointe. A terme, ils veulent obtenir une certification. Grâce au financement de BIO et de la Bank Of Africa le CMC est maintenant capable de faire des accouchements dans le centre même.

De plus, l'objectif du groupe est également de rassurer la population sur le niveau de qualité des hôpitaux en RDC et de les encourager à se faire soigner localement. L'entrepreneuriat joue un rôle important à cet égard.

Mot de Simon Katshiayi, médecin généraliste au Centre Médical de la Communauté (CMC)

La médecine me passionne depuis que je suis tout petit. J'ai toujours su que j'en ferais mon métier. À l'âge de 24ans, je me suis lancé. Cela n'a pas été facile. Bien que j'aie grandi dans une famille de la classe moyenne, j'avais sept frères et sœurs, ce qui a exigé bien des sacrifices. Quand j'ai enfin obtenu mon diplôme, c'est vers moi que tous les yeux se sont tournés: c'est moi qui fais vivre mes parents et moi qu'on appelle en cas de problème.

J'ai entamé ma carrière dans une polyclinique, avant d'ouvrir, assez rapidement, mon propre cabinet. Je l'ai conservé pendant quatre ou cinq ans mais même si j'ai aimé être mon propre patron, je trouvais mon travail assez peu stimulant: je me limitais généralement à soigner des rhumes. Je stagnais. C'est alors que j'ai entendu parler d'une fonction vacante au Centre Médical de la Communauté. J'ai immédiatement postulé.

Ici, j'apprends tous les jours. Je rencontre une multitude de cas et je lis à propos de pratiques nouvelles. Je pense même me spécialiser, peut-être en cardiologie.

Je fais une chose à la fois, à présent – au-delà d'une éventuelle spécialisation, je n'ai pas de projets à long terme. J'aime aussi les films, surtout les comédies françaises et les blockbusters américains.

Compte	**Centre Médical de la Communauté**
Région	Afrique subsaharienne
Secteur	Entreprise
Sous-secteur	Santé et éducation
Activité	Soins de santé
Instrument	Capitaux empruntés
Montant	3,1millions de dollars

Abondance de défis

Mot de Denis Pomikala, Chief Finance Officer de BIO

Lorsqu'est arrivé le moment de choisir mes études universitaires, j'étais assez perplexe: la seule chose que je savais, c'est que je voulais profiter pleinement de mon indépendance et de la vie. J'ai donc choisi l'ULB, dans cette belle capitale qu'est Bruxelles, pour sa liberté d'esprit et son quartier étudiant. J'ai opté pour des études d'ingénieur de gestion en raison de la variété des cours qu'elles offraient. Compte tenu de mon profil analytique, je me suis naturellement dirigé vers la finance et j'ai fini par travailler dans le secteur bancaire, où j'ai exercé la fonction de corporate banker pendant près de dix ans. C'est là que j'ai appris à aimer le monde des affaires, et celui des PME en particulier.

Peu avant la crise de 2008, j'avais le sentiment de tourner en rond et j'aspirais à quelque chose de différent. C'est ainsi que j'ai rejoint BIO en tant que directeur des investissements pour l'Afrique. Le poste me convenait parfaitement et même si je ne connaissais rien à ce continent, j'avais hâte d'y aller. En 2016, j'ai pris la direction du département des opérations de suivi et des opérations spéciales. C'est en décembre2019 que je suis arrivé à la tête du département financier.

Mes responsabilités sont variées; elles vont de la finance aux ressources humaines en passant par l'informatique et les opérations spéciales, sans oublier les nombreux défis que tout cela entraîne. Après avoir assisté à la croissance constante, depuis sa création, de ses volumes d'investissement et de ses équipes, BIO a désormais atteint un tournant qui lui impose de se structurer et de se formaliser davantage tout en intensifiant ses efforts en matière de numérisation, pour pouvoir relever les défis futurs. La transition vers une version *2.0.*de BIO est en cours.

Les opérations spéciales consistent en la gestion des risques inhérents aux prêts structurés. Comme vous pouvez l'imaginer, l'exercice est tout sauf simple. La majorité des pays dans lesquels nous travaillons présentent un profil de risque élevé, ce qui peut provoquer des chocs eux-mêmes susceptibles de mettre les projets en péril. La pandémie de Covid-19 est un choc extérieur majeur d'ampleur mondiale, qui aura de très graves répercussions sur l'économie de la planète et tout particulièrement, sur nos pays cibles. Nos activités seront fortement touchées, mais nous ne savons pas encore dans quelle mesure – tout dépendra de la durée de la crise et de la forme (U ou V?) qu'adoptera la reprise.

L'ensemble de nos missions est suspendu. Tous les départements sont prêts à répondre aux demandes de nos clients; l'on se dirige vers des restructurations, principalement par le biais de moratoires ou de nouveaux financements d'urgence.

Nous allons devoir faire preuve de flexibilité lorsque nous aborderons les problèmes

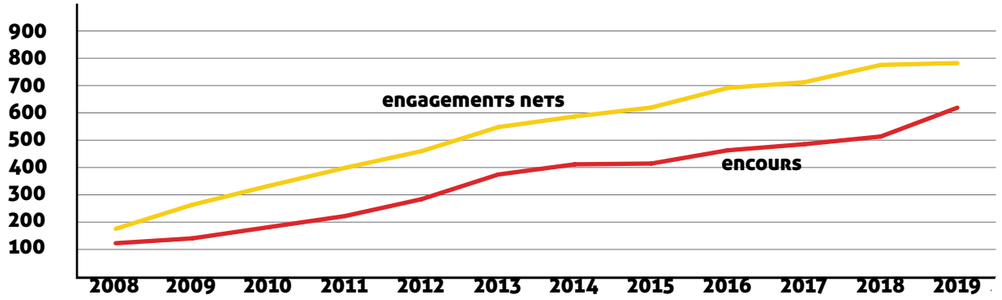
La croissance de notre portefeuille s'en trouvera affectée. Nos revenus vont diminuer, tandis que le coût du risque partira à la hausse. BIO dispose toutefois d'une structure financière solide, d'importantes réserves de liquidités et d'une équipe de professionnels motivés et conscients que derrière chaque chiffre se trouve avant tout un projet qui implique des êtres humains.

Les défis sont nombreux.

Investissements en cours 12.2019 (€ M) Région, secteur & type

		ass	moan	asie	alc	multi	total	capitaux propres	prêts	#
entreprises	agribusiness	24,5	-	5,4	1,2	-	31,1	-	100 %	15
	santé & enseignement	4,2	-	-	-	-	4,2	-	100 %	2
	ICT	-	-	-	-	-	-	-	-	0
	produits & services	4,5	-	-	-	-	4,5	-	100 %	4
	gaz & chimie	9,0	-	-	-	-	9,0	-	100 %	2
	sous-total	42,3	-	5,4	1,2	-	48,9	-	100 %	23
organismes financiers	IMF	29,8	13,9	8,5	29,8	17,0	99,0	38 %	62 %	18
	banques commerciales	57,1	-	22,3	42,3	-	121,7	13 %	87 %	16
	IFNB	5,6	-	21,4	7,1	7,1	41,2	17 %	83 %	11
	sous-total	92,5	13,9	52,2	79,2	24,1	261,9	23 %	77 %	45
fonds	fonds IMF	12,7	-	1,6	3,9	4,6	22,9	97 %	3 %	7
	fonds PME	30,9	15,6	23,4	11,4	3,0	84,3	98 %	2 %	38
	fonds d'infrastructure	20,2	1,9	14,3	2,7	4,4	43,4	72 %	28 %	9
	fonds de fonds	-	-	-	-	0,1	0,1	100 %	0 %	1
	sous-total	63,8	17,5	39,3	18,0	12,0	150,5	90 %	10 %	55
infra-structure	énergie	60,5	-	38,1	51,4	-	150,0	2 %	98 %	18
	télécom	-	-	9,1	-	-	9,1	0 %	100 %	1
	sous-total	60,5	-	47,3	51,4	-	159,1	2 %	98 %	19
	total	259,1	31,4	144,1	149,8	36,0	620,4	32 %	68 %	142

Historique d'engagements nets & investissements en cours (€ M) en fin d'année



Engagements nets (€ M) 12.2019

entreprises	institutions financiers	fonds	infrastructure	total
55,3	286,2	261,8	180,2	783,5

Investissements directs par activité

entreprises agriculture

31% huile comestible

21% cultures alimentaires

14% aviculture

12% cacao

8% thé

8% autres

5% élevage

infrastructure énergie

40% solaire

34% hydro-électrique

17% thermique

5% éolienne

3% géothermique

Sans saine surveillance, les entreprises responsables subissent la concurrence des firmes peu scrupuleuses et déloyales qui ne s'encombrent pas des restrictions prononcées sur les activités susceptibles de nuire à l'environnement, profitent des familles fragilisées ou menacent l'ensemble du système financier.

Barack Obama (traduction libre)

rester attentif au Sénégal

conseil d'administration

	Fonction	Rémunération	Investissements	Audit	Comités	RH
Laurence Christians	membre	6.500 €		x		
Françoise Deméuse	membre	5.500 €				x
Koen Devoldere	évaluateur du gouvernement SPF Finances	13.500 €	x	x		x
Jean-Claude Fontinoy	membre	9.500 €	x			
Xavier Godefroid	Président par intérim – depuis le 26/2	11.132 €				x
Jan Kerremans	membre	8.000 €				
Carl Michiels	membre	5.500 €		x		x
Peter Moors	évaluateur du gouvernement SPF Coopération au développement	14.500 €	x	x		x
Els Schelfhout	Présidente par intérim – jusqu'au 26/2 vice-présidente – depuis le 26/2	13.479 €	x			
Gaëlle Smet	membre – jusqu'au 1/9	6.500 €	x			
Bruno Van der Pluijm	directeur général pour la coopération au développement et l'aide humanitaire	7.500 €	x			
Annuschka Vandewalle	membre	11.500 €	x			x
Pieter Verhelst	membre	10.000 €	x	x		x

comité exécutif & de crédit

	Titre	Exécutif	Crédit	Comités
Luuk Zonneveld	chief executive officer	x	x	
Yumi Charbonneau	chief legal officer	x	x	
Carole Maman	chief investment officer	x	x	
Denis Pomikala	chief monitoring & special operations – jusqu'au 2/12 chief finance officer – depuis le 3/12	x	x	
Leen D'Haeyer	chief finance officer – jusqu'au 2/12	x	x	
Pierre Harkay	development & sustainability manager		x	

organigram

west africa

liaison officer abidjan
maximilien d'harcourt

luuk zonneveld
ceo

east africa

liaison officer nairobi
alexis loisseau

investments & portfolio management

chief investment officer
carole maman

enterprises
financial institutions
infrastructure
private equity
portfolio

finance & special operations

chief finance officer
denis pomikala

accountancy
finance
hr & ict
special operations

legal & lffice lanagement

chief legal officer
yumi charbonneau

legal
office management

internal audit

internal auditor
vincent lheureux

development & sustainability

development & sustainability manager
pierre harkay

development
environment & sustainability
business development
support fund

communications

external relations manager
ben jehaes

Bilan

Actif	2019	2018
Immobilisations	**576.118.750**	**487.131.336**
Actifs incorporels	150.794	216.198
Actifs corporels	143.188	176.551
Investissements	575.824.768	486.738.587
Prêts	392.040.436	342.212.236
Capitaux propres	183.769.682	144.526.351
Divers	14.650	-
Actifs courants	**447.487.489**	**467.868.080**
Valeurs mobilières	422.438.105	448.791.995
Valeurs disponibles	10.833.994	9.110.716
Autres actifs courants	14.215.390	9.965.369
Actif total	**1.023.606.239**	**954.999.416**

Capitaux & passif	2019	2018
Capitaux propres	**1.011.201.935**	**938.266.880**
Capitaux	4.957.873	4.957.873
Réserves	968.329.692	903.329.692
Bénéfices cumulés	26.220.416	29.942.511
Subventions en capitaux	11.400.000	-
Provisions et impôts différés	293.954	36.804
Passif	**12.404.304**	**16.732.536**
Dettes à un an au plus	2.354.302	9.819.977
Charges à payer et revenus différés	10.050.002	6.912.559
Capitaux et passif : total	**1.023.606.239**	**954.999.416**

Le total du bilan a augmenté de 69millions d'euros (+7%), passant de 955millions à 1.024millions d'euros. Cette hausse s'explique principalement par l'injection de capitaux et de subsides en capitaux opérée par l'actionnaire de BIO. Grâce à leurs 18% de croissance en 2019, les immobilisations financières, constituées presque exclusivement du portefeuille d'investissement, représentent une part accrue du total des actifs. En revanche, les postes «éléments de trésorerie et équivalents de trésorerie» et «investissements» sont passés de 48% à 42%. Les capitaux propres ont augmenté de 73millions d'euros sous l'effet cumulé (i) des nouvelles dotations aux réserves indisponibles, pour un montant de 65millions d'euros, et aux subventions nettes en capital, pour un montant de 11,4millions d'euros et (ii) de la perte de 3,7millions d'euros sur l'exercice. Les provisions pour risques et charges comprennent principalement le montant provisionné pour un éventuel ajustement de la TVA.

Compte de résultat

	2019	2018 remanié	2018
Revenus	**26.883.017**	**28.663.264**	**28.764.872**
Revenus de trésorerie et valeurs mobilières	300.287	97.415	228.625
Revenus des prêts (intérêts + commissions)	20.389.313	18.188.801	18.368.465
Revenus des titres de participation (dividendes + plus-values)	6.193.417	10.377.048	10.167.782
Coût des projets	**-1.230.324**	**-1.448.402**	**-1.348.999**
Marge brute	**25.652.693**	**27.214.862**	**27.415.873**
Charges d'exploitation	**-9.469.585**	**-8.875.666**	**-8.970.600**
Marge nette	**16.183.108**	**18.339.196**	**18.445.273**
Provisions et dépréciations sur projets (coût du risque)	**-18.533.043**	**-7.419.553**	**-7.403.286**
Résultat d'exploitation	**-2.349.935**	**10.919.643**	**11.041.987**
Résultat de change	**-2.226.735**	**333.052**	**369.705**
Résultat exceptionnel	**-**	**-**	**-156.168**
Résultat avant impôts	**-4.576.670**	**11.252.695**	**11.255.524**
Impôts	**854.574**	**-807.171**	**-810.000**
Résultat net	**-3.722.096**	**10.445.524**	**10.445.524**

La croissance de l'encours des prêts (+16%) durant l'exercice a permis de générer 12% de revenus d'intérêts et de commissions supplémentaires. Le taux de rendement moyen du portefeuille de prêts est stable, à 5,6%, depuis quatre ans. Les plus-values sur la revente de participations sont inférieures de 4,5millions d'euros à celles actées en 2018. Le portefeuille de fonds n'étant, compte tenu de sa structure, appelé à générer des plus-values significatives qu'à moyen terme, seules les participations directes sont évoquées ici. Les plus-values réalisées sur les participations directes sont volatiles par nature et tributaires des opportunités de sortie. BIO a perçu 0,65million d'euros de moins en dividendes sur ses participations. Seuls les dividendes des participations directes sont concernés. Déduction faite des dépenses directement liées aux projets (commissions diverses, frais de déplacement, frais de transferts bancaires, etc.), la marge brute a cédé 6%, dans la droite ligne de l'évolution des revenus. Les charges d'exploitation se sont accrues de 0,6million d'euros pour atteindre 9,5millions d'euros, soit une augmentation de 6,7% (5,2% hors inflation). La marge nette cède dès lors 12%, à 16millions d'euros, un montant qui ne suffit pas à compenser la forte hausse du coût du risque. Le résultat d'exploitation affiche un solde négatif de 2,3millions d'euros. Enfin, les instruments de couverture liés aux nouveaux prêts sous-jacents à la hausse du coût du risque ont été dénoués au premier trimestre de 2020, moyennant une perte de change nette supérieure à 2millions d'euros. Ce montant avait été provisionné dans les comptes de 2019. BIO, qui récupère 0,8million d'euros d'impôts, achève l'exercice sur une perte de 3,7millions d'euros.

Cap sur les Objectifs de développement durable

En 2015, les Nations unies ont défini 17Objectifs de développement durable à atteindre pour 2030. BIO soutient et contribue à la réalisation de tous ces objectifs, à la fois directement, par le biais de ses investissements, et indirectement, au moyen de partenariats conclus avec diverses parties prenantes.

BIO investit dans des projets du secteur privé et contribue d'une manière structurelle et positive à la croissance socio-économique des pays hôtes et de leur population, conformément à l'ODD1 «Pas de pauvreté».

Pour mener à bien sa mission, BIO investit dans des PME, des infrastructures (principalement, dans le domaine des énergies renouvelables) et le secteur financier (fonds d'investissement, microfinance et banques pour PME), ce qui la met en mesure de contribuer aux ODD5, 7, 8, 9 et 10. En fonction du secteur, ses activités contribuent à d'autres ODD également. BIO œuvre par ailleurs en compagnie de ses clients au respect des meilleures pratiques et normes environnementales, sociales et de gouvernance internationales.

Si vous souhaitez suivre les activités de BIO, n'hésitez pas à vous abonner (sur son site web) à sa lettre d'information mensuelle.

La Société belge d'investissement pour les Pays en développement (BIO) est une institution de financement du développement créée en 2001 par la Coopération belge au développement pour soutenir la croissance du secteur privé en Afrique, en Asie et en Amérique latine. BIO fournit des financements de longue durée aux entreprises, au secteur financier et aux projets d'infrastructure privés, ainsi que des subventions au profit d'études de faisabilité et de programmes d'assistance technique. BIO investit dans des projets dont le rapport rendement financier/répercussions sur le développement présente une relation d'équilibre. Elle est membre de l'Association of European Development Finance Institutions (EDFI).

COLOPHON – JUILLET 2020

ÉDITEUR RESPONSABLE: Luuk Zonneveld, CEO BIO de SA
Rue des Petits Carmes 24A – 1000Bruxelles, Belgique
CONTENU: l'équipe BIO
CONCEPTION & RÉDACTION: Tom De Latte, Ben Jehaes
MISE EN PAGE & GRAPHISME: Tom De Latte
TRADUCTION: Bie Keersmaekers, EP Vertalingen
CRÉDIT PHOTOGRAPHIQUE: droits d'auteur avec BIO, les entreprises bénéficiaires et le Service Public Fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement belge

BIO
Société belge d'investissement
pour les Pays en développement

Rue des Petits Carmes 24A

1000Bruxelles, Belgique

info@bio-invest.be

www.bio-invest.be

Afrique de l'Ouest

Regus XL, Angle rue Dr Crozet et
boulevard de la République
Abidjan, Côte d'Ivoire

abidjan@bio-invest.be

Afrique de l'Est

The Address, Muthangari Road,
Off Waiyaki Way
Nairobi, Kenya

nairobi@bio-invest.be